ABATTOIR DE RUISSEAU

Les commerçants refusent un transfert précipité

Rien ne va plus à l'abattoir de Ruisseau à Alger, où les commerçants protestent contre le projet de transfert des activités vers les abattoirs de Rouiba et d'El-Harrach. Ils précisent que les deux infrastructures ne répondent pas aux normes et ne pourront pas contenir l'importante activité exercée par 60 commerçants et 1 000 employés.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les commerçants de l'abattoir de Ruisseau affiliés à l'UGCAA comptent se mobiliser pour protester contre leur transfert. Ils mettent en évidence en premier lieu la surcharge et le manque d'hygiène qui caractérisent les abattoirs de Rouiba et d'El-Harrach.

«L'abattoir de Ruisseau est aussi un marché de gros pour les viandes et les abats. Nous sommes une soixantaine à activer en plus de nos 1 000 employés. Comment est-il possible que l'on s'installe tous dans des infrastructures aussi exiguës ?» s'indignent les commerçants.

Ils notent, par ailleurs, que les deux marchés cités n'ont pas la fonction et les caractéristiques de marchés de gros. Selon M. Boulenouar, porte-parole de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), les professionnels attendent que se concrétise la promesse des autorités concernant la réalisation d'un abattoir national.

«Ce dernier, qui devait être réalisé à Baba Ali depuis cinq années, est toujours au stade de projet», a déclaré M. Boulenouar. Il explique qu'il existe un important déficit en abattoir sur le territoire national.

Ceci en raison des retards accusés dans la réalisation des projets, explique notre interlocuteur. M. Boulenouar note, en outre, que les infrastructures déjà existantes ne répondent pas aux normes. Il rappelle que dans le plan quinquennal 2009-2014, trois grands projets de marchés de gros et d'abattoirs ont été inscrits.

Ces derniers devraient être réalisés à Oum El-Bouaghi, Hassi-Bahbah et El-Bayadh. Ces projets ont été, selon le porte-parole de l'UGCAA, annoncés par le ministère de l'Agriculture mais attendent toujours leur réalisation.

Les commerçants exigent donc d'être transférés dans des conditions qui répondent aux normes. «Au niveau des abattoirs d'El-Harrach et de Rouiba, les conditions d'hygiène sont approximatives et quelle sera la situation quand le nombre de commerçants va devenir plus important sur le site», s'inquiètent les commerçants de Ruisseau qui avancent aussi le fait qu'il n'y aura pas sur le site assez de vétérinaires pour le contrôle des viandes et des animaux. «Le ministre de l'Agriculture s'est engagé à ce que nous ne soyons pas déplacés, mais les services de la wilaya d'Alger disent qu'ils comptent appliquer leur décision de faire transférer l'abattoir.» Selon l'UGCCA, la surcharge des abattoirs, qui est inéluctable, conduira inévitablement vers une montée de la spéculation et donc vers la hausse du prix de la viande.

F-Z.B.

Photo : DR

Les jeunes du pré-emploi réclament l'intégration.

LAITERIE DE DRAA BEN KHEDDA

Plus de 53 jours de grève et toujours rien à l'horizon

La grève illimitée déclenchée le 9 octobre par les travailleurs de la laiterie «Le Tassili» de Draâ Ben Khedda se poursuit toujours et le bras de fer est parti pour durer encore «ni les décisions de licenciements, ni les mises en demeure, ni encore les provocations du patron ne pourraient ébranler notre détermination à arracher nos légitimes revendications», lit-on dans une déclaration qui nous a été remise.

Mardi matin, un décor insolite était toujours dressé à l'entrée de l'usine. Un portrait géant du président de la République et l'emblème national sont déployés. Sur des banderoles, les slogans n'ont pas changé. «Monsieur le Président, retirez la laiterie des mains du tricheur», «On demande le retour de l'Etat» «El Jou'e Wala Roujou'e» «IRHAL !».

Une centaine de travailleurs observaient le piquet de grève dans le calme et la discipline. L'usine est fermée ; seuls quelques agents de sécurité assurent le gardiennage. Toutes nos tentatives pour joindre le gestionnaire ont été vaines.

Ordre a été donné, nous a-t-on confié, d'éviter de faire des déclarations à la presse. Pourtant, les accusations des travailleurs sont graves», il s'agit d'atteintes graves à une entreprise économique qui était avant sa privatisation, l'un des fleurons économiques de la wilaya de Tizi Ouzou ; non-respect des cahiers des charges, fraude fiscale, non-respect des normes de fabrication du lait, faux investissement…» Des travailleurs nous on confié que l'administration a tenté le recrutement d'un nouveau personnel et de soudoyer certains grévistes pour la reprise du travail mais la détermination des grévistes a pris le dessus. Cette usine qui desservait en produits laitiers la wilaya de Tizi-Ouzou, et en partie celles de Boumerdès et Bouira est à l'arrêt faute de dialogue et de bons offices.

Le sachet de lait, un produit subventionné par l'Etat acheminé de Boudouaou s'arrache déjà au prix de 30 DA.

Tayeb B.

Les travailleurs de Huawei Algérie dénoncent un abus de pouvoir

Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, les travailleurs de Huawei Télécommunications Algérie, syndiqués sous l'égide de l'UGTA, ont protesté contre le licenciement «abusif» de leurs représentants syndicaux.

Et ce, soulignent les rédacteurs du communiqué apposé du cachet de la section syndicale, pour avoir «participé entre le 22 et le 28 novembre dernier, à un arrêt collectif et concerté de travail». Ils remettent en cause l'illégalité de la grève mise en avant par l'employeur et exigent la réintégration immédiate de leurs collègues. Faute de quoi, ils poursuivront leur mouvement de protestation.

R. N.

BOUIRA

Le centre-ville de nouveau en ébullition

Moins de deux semaines après les événements qu'a connus le centre-ville de Bouira et qui a vu la quasi-totalité des commerces fermés, à cause de la décision des pouvoirs publics de démolir les vieilles bâtisses sans indemnisation, les commerçants sont revenus à la charge hier en observant une grève générale et en protestant devant le siège de la wilaya.

Sur place et devant un dispositif impressionnant de la police qui les a chassés du perron de la wilaya, les commerçants, qui ont bloqué le boulevard principal menant vers la wilaya, dénoncent les tergiversations des responsables locaux qui refusent de prendre des décisions courageuses concernant l'avenir de leurs commerces au niveau du centre-ville qui menace, selon l'avis du CTC, ruine. Ainsi et selon ces commerçants rencontrés sur place, malgré toutes les actions entreprises dernièrement, les décisions de justice continuent d'affluer en les sommant de quitter les lieux. Cette semaine, 11 commerçants ont reçu l'ordre de vider les locaux avec un ultimatum de 30 jours. Aussi et pour protester contre ces décisions et demander une solution équitable qui puisse prendre en charge convenablement leur problème, les jeunes commerçants se disent décidés à occuper la rue jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Cela étant, selon un responsable de la wilaya, le problème qui se pose chez ces commerçants est que la plupart sont des locataires, alors que l'Etat ne reconnaît comme seul interlocuteur que les propriétaires des terrains.

Des propriétaires de terrains dont certains ne se manifestent même pas et laissent l'Etat se démener avec les locataires qui, eux, sont là depuis des décennies et font vivre avec leur activité plusieurs familles. Pourtant, en 2008, lorsque le wali avait pris la décision d'ériger un boulevard digne de ce nom au niveau du chef-lieu de wilaya, il avait invité les commerçants du centre-ville pour leur parler du futur boulevard qui nécessite la démolition du vieux bâti et l'élargissement de la voie existante. A l'époque, le wali s'était engagé solennellement à sauvegarder l'activité de ces commerçants exerçant sur les lieux. Aujourd'hui, ils risquent avec ces décisions de justice de se retrouver dans la rue sans aucune indemnité et sans aucune ressource pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Y. Y.

ANNABA

560 familles relogées à El Bouni

Dès le début de la matinée d'hier, les 560 bénéficiaires des logements sociaux implantés en face du pôle universitaire d'El Bouni, à la périphérie de la ville de Annaba, ont commencé à emménager dans leurs nouvelles habitations.

Ces familles dont les listes d'attribution ont été affichées dans leurs quartiers respectifs au mois de juin dernier, étaient toutes heureuses de pouvoir enfin, loger dans des conditions normales, après avoir souffert durant de longues années dans des appartements vétustes et à l'étroit au niveau de plusieurs quartiers populaires de la quatrième ville du pays. Les services de la wilaya, ceux de la direction de l'Office de promotion et gestion immobilière (OPGI), ainsi que le président de l'Assemblée populaire communale d'El Bouni étaient sur place de bonne heure pour coordonner l'opération. Ce site, une véritable petite ville avec espaces verts et larges boulevards, est pourvu d'équipements publics (établissements scolaires des trois paliers, annexe communale, sûreté urbaine, des commerces de proximité, entre autres. «Nous venons de naître de nouveau. Certains parmi nous, notamment les plus âgés, commençaient à perdre espoir de se voir un jour loger dans des habitations neuves pourvues de toutes les commodités», a affirmé une dame d'un certain âge dont le mari est décédé lui laissant à charge trois enfants. Une autre femme plus jeune dont les yeux brillaient de joie n'a pas arrêté de lancer des youyous tout comme d'autres qui prenaient possession de leurs appartements, des F3 assez spacieux. «Nous étions trois familles, une quinzaine de personnes, à loger à la cité Auzas, dans une vieille habitation de trois chambres, avec des toilettes en commun», nous dira la jeune femme.

L'opération de relogement s'est déroulée dans le calme, sans accroc avec un service d'ordre discret et réduit au strict minimum. Pour le directeur de l'OPGI d'Annaba, Amar Khalfaoui, « 2 800 logements sont déjà achevés dans ce site. Ils seront occupés en totalité avant la fin de l'année par leurs attributaires. Pour permettre une bonne maîtrise de l'opération de relogement telle que celle d'aujourd'hui, nous avons programmé des distributions hebdomadaires, mais qui n'excéderont pas la fin décembre 2011». Par ailleurs, la même source a fait part du relogement, toujours avant la fin de l'année en cours, des demandeurs du logement public locatif (LPL), anciennement LSL, de 5 000 familles à travers les différentes communes de la wilaya. Comme il a indiqué que quelque 4 000 logements destinés à la résorption de l'habitat précaire (RHP) en voie de finition, seront attribués à leurs bénéficiaires dont 80% du chef-lieu et de la commune d'El Bouni, avant la fin du premier semestre de l'année 2012.

A. Bouacha